



CHAPITRE 79

CHAPTER 79

Loi modifiant la charte de la cité des
Trois-Rivières

An Act to amend the charter of the city
of Trois-Rivières

[Sanctionnée le 10 mars 1949]

[Assented to, the 10th of March, 1949]

Préam-
bule.

ATTENDU que la cité des Trois-Rivières a représenté, par sa pétition, qu'il est dans l'intérêt des contribuables et de la bonne administration de ses affaires que sa charte, la loi 5 George V, chapitre 90, modifiée par les lois 6 George V, chapitre 45; 7 George V, chapitre 63; 8 George V, chapitre 85; 9 George V, chapitre 93; 10 George V, chapitre 88; 11 George V, chapitre 113; 18 George V, chapitre 99; 19 George V, chapitre 98; 21 George V, chapitre 128; 22 George V, chapitre 108; 23 George V, chapitre 126; 25-26 George V, chapitre 116; 1 George VI, chapitre 106; 3 George VI, chapitre 107; 4 George VI, chapitre 83; 5 George VI, chapitre 75; 6 George VI, chapitre 76; 10 George VI, chapitre 59; 11 George VI, chapitre 84 et 12 George VI, chapitre 53, soit de nouveau modifiée, que certains de ses actes soient ratifiés et que certains pouvoirs lui soient accordés; et

Attendu qu'il est à propos d'accéder aux demandes contenues dans ladite pétition;

À ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1915, c. 90,
a. 75,
reimp.

1. L'article 75 de la charte, remplacé par les lois 19 George V, chapitre 98, article 5; 23 George V, chapitre 126, article 2, et 3 George VI, chapitre 107, article 9, est de nouveau remplacé, par le suivant:

Preamble.

WHEREAS the city of Trois-Rivières has represented, by its petition, that it is in the interest of the ratepayers and of the good administration of its affairs, that its charter, the act 5 George V, chapter 90, as amended by the acts 6 George V, chapter 45; 7 George V, chapter 63; 8 George V, chapter 85; 9 George V, chapter 93; 10 George V, chapter 88; 11 George V, chapter 113; 18 George V, chapter 99; 19 George V, chapter 98; 21 George V, chapter 128; 22 George V, chapter 108; 23 George V, chapter 126; 25-26 George V, chapter 116; 1 George VI, chapter 106; 3 George VI, chapter 107; 4 George VI, chapter 83; 5 George VI, chapter 75; 6 George VI, chapter 76; 10 George VI, chapter 59; 11 George VI, chapter 84, and 12 George VI, chapter 53, be again amended, that certain of its acts be ratified, and that certain powers be granted to it; and

Whereas it is expedient to grant the prayer contained in the said petition;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1915, c. 90,
s. 75, re-
placed.

1. Section 75 of the charter, replaced by the acts 19 George V, chapter 98, section 5; 23 George V, chapter 126, section 2 and 3 George VI, chapter 107, section 9, is again replaced by the following:

S.R.,
c. 233,
a. 541,
remp.
pour cité.

"75. L'article 541 de la Loi des cités et villes est remplacé, pour la cité, par le suivant :

Compte
au contri-
buable.

"541. En même temps qu'il donnera l'avis mentionné dans l'article 540 ci-dessus, le trésorier devra fournir au contribuable un compte détaillé des taxes et cotisations mentionnées au rôle, avec avis que ledit compte devra être payé dans les deux mois de sa signification.

Contenu.

Si le conseil en décide ainsi par résolution, ce compte indiquera séparément, en plus de l'évaluation des immeubles du contribuable, des arrérages dus et des intérêts, seulement le total des taxes municipales et le total des taxes scolaires imposées sur lesdits immeubles pour l'année courante, ainsi que le taux composé ou total des taux de taxation imposés pour le prélèvement des taxes municipales de l'année courante, avec, au verso, le détail du taux composé pour l'année courante, selon des catégories d'immeubles déterminées par les différentes sortes de taxes auxquelles ceux-ci sont assujettis.

Avis par
la poste.

L'avis requis par le présent article pourra être déposé à la poste, sous pli recommandé, et adressé au contribuable, à son domicile ou à celui de son agent, s'il en a désigné un, suivant l'article 366 de la Loi des cités et villes (S.R.Q. 1941, chapitre 233)."

S.R.,
c. 233,
a. 602a,
remp.

2. L'article 602a de la Loi des cités et villes, édicté pour la cité par la loi 21 George V, chapitre 128, article 10, est remplacé par le suivant :

Acquisi-
tion par le
conseil.

"602a. Lorsque l'immeuble est acquis par la cité au moyen d'une entente, le conseil peut acquérir, avec l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, la totalité de l'immeuble, bien qu'une partie seulement lui soit nécessaire pour l'exécution des travaux qu'il a ordonnés, si ce moyen est jugé plus avantageux pour l'intérêt de la cité."

Acquisi-
tion auto-
risée.

3. Nonobstant les dispositions de la loi 21 George V, chapitre 128, article 10, le Conseil est autorisé à acheter de gré à gré, sans autres formalités, en vue de l'élargissement d'une partie de la rue Royale et du coin des rues Bonaventure et

"75. Section 541 of the Cities and Towns Act is replaced, for the city, by the following :

R.S.,
c. 233,
s. 541, re-
placed, for
city.

"541. When he gives the notice mentioned in section 540, the treasurer shall give the ratepayer a detailed account of all taxes and assessments entered in the roll, with a notice that the said account must be paid within two months from the service thereof.

Account
to rate-
payer.

If the council so decides, by resolution, such account shall indicate separately, besides the assessment of the ratepayer's immoveables, the arrears due and interest, only the total of municipal taxes and the total of school taxes imposed on the said immoveables for the current year, as well as the composite rate or total of rates of taxes imposed for the collection of municipal taxes of the current year, with, on the back thereof, the detail of the composite rate for the current year, according to the categories of immoveables determined by the various kinds of taxes to which such immoveables are subject.

Contents.

The notice required by this section may be sent by registered mail, addressed to the ratepayer at his domicile or at that of his agent, if he has named one, in accordance with section 366 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233)."

Notice by
mail.

2. Section 602a of the Cities and Towns Act, enacted for the city, by the act 21 George V, chapter 128, section 10, is replaced by the following :

R.S.,
c. 233,
s. 602a, re-
placed.

"602a. When the immovable is acquired by the city through an agreement, the council may acquire, with the previous approval of the Quebec Municipal Commission, the whole of such immovable, even though only a part of same be necessary for it to carry out the works ordered by it, if such method be deemed more in the interest of the city."

Acquisi-
tion by
council.

3. Notwithstanding the provisions of the act 21 George V, chapter 128, section 10, the council is authorized to purchase by private sale, without any other formalities, for the purpose of widening part of Royal street and the corner of Bonaven-

Purchase
authoriz-
ed.

Hart, la totalité des immeubles affectés par cet élargissement et appartenant respectivement à Mlle Jeanne Boulianne, à Mme Frédéric Poliquin et à M. Albert-H. Lacharité, et d'en revendre tout surplus non nécessaire à cette fin.

Effet rétroactif.

Les pouvoirs accordés par la présente disposition auront un effet rétroactif au 1er novembre 1948.

Acte ratifié.

4. Est ratifié à toutes fins que de droit l'acte en date du 19 octobre 1948, devant Me Alphonse Lamy, N.P., en vertu duquel Mlle Antoinette Marchand et autres ont vendu à la corporation de la cité des Trois-Rivières le terrain suivant, savoir:

"Un morceau de terrain de forme irrégulière, faisant partie du lot numéro cent quatre-vingt-un (p. 181) du cadastre officiel de la paroisse des Trois-Rivières, comté de St-Maurice, borné vers le nord-est par une partie du même lot appartenant à la corporation et faisant autrefois partie de la propriété du Gouvernement fédéral et qui était appelée "champ de tir", vers le sud-est par une partie du lot numéro cent soixante-dix-huit du même cadastre appartenant à la corporation et acquise du Docteur Frédéric Houde pour fins de dépôt, vers le sud-ouest par les lots numéros cent quatre-vingt-deux, cent quatre-vingt-trois et cent quatre-vingt-quatre du même cadastre, vers le nord-ouest par le lot numéro deux de la subdivision officielle d'une partie du lot numéro cent quatre-vingt-un du même cadastre appartenant à The Shawinigan Water & Power; mesurant deux mille huit cents pieds dans la ligne nord-est, huit cent quarante-deux pieds dans la ligne sud-est, et quatre cent trente-sept pieds et huit dixièmes dans la ligne nord-ouest, formant une superficie de deux millions sept cent quatre-vingt-quatre mille pieds carrés (2,784,000'), mesure anglaise, représentant soixante-quinze arpents et sept dixièmes (75.7), le tout plus ou moins, tel que montré entouré d'une marque au crayon rouge sur le plan numéro trente-dix-sept (30-17), daté du vingt-trois septembre, mil neuf cent quarante-huit, préparé par Messieurs les Ingénieurs Georges Héroux et Paul-Edmond Dufresne."

ture and Harts streets, all of the immovables affected by such widening and owned respectively by Miss Jeanne Boulianne, Mrs. Frederick Poliquin and Mr. Albert H. Lacharité, and to resell any surplus thereof not required for such purpose.

The powers granted by this provision shall have retroactive effect as from November 1st, 1948.

Retroactive effect.

4. The deed passed on the 19th of October, 1948 before Mtre Alphonse Lamy, N.P., whereby Miss Antoinette Marchand *et al.*, sold to the corporation of the city of Trois-Rivières the following ground, namely:

Deed ratified.

"a piece of land of irregular shape forming part of lot one hundred and eighty-one (Pt. 181) of the official cadastre for the parish of Trois-Rivières, county of St. Maurice, bounded on the northeast by a part of the same lot owned by the corporation and formerly forming part of the Federal Government's property and which was known under the name of "rifle range", on the southeast by a part of lot number one hundred and seventy-eight of the same cadastre, owned by the corporation and acquired from Dr Frederick Houde to be used as a dump, to the southwest by lots numbers one hundred and eighty-two, one hundred and eighty-three and one hundred and eighty-four of the same cadastre, on the northwest by the lot number two of the official subdivision of a part of lot number one hundred and eighty-one of the same cadastre, owned by The Shawinigan Water and Power, measuring two thousand eight hundred feet in the northeast line, eight hundred and forty-two feet in the southeast line and four hundred and thirty-seven feet and eight-tenths in the northwest line, forming an area of two million seven hundred and eighty-four thousand square feet (2,784,000 s.f.) English measure representing seventy-five arpents and seven-tenths (75.7), the whole more or less, as shown encircled with a red pencil mark on plan number thirty-seventeen (30-17) dated on the 23rd of September, 1948, prepared by Messrs. Georges Héroux and Paul-Edmond Dufresne, engineers," is ratified for all legal purposes."

Territoire de la cité. Ledit terrain fait maintenant partie du territoire de la cité.

Cession autorisée. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, le conseil est autorisé à disposer à son gré et aux conditions qu'il pourra établir, par vente, par cession gratuite ou de toute autre façon, en vue de favoriser la construction d'habitations et l'établissement d'industries, de toute partie dudit terrain dont la cité n'aura pas besoin pour les fins municipales; il en sera de même pour le terrain du 'champ de tir' acquis du Gouvernement fédéral (War Assets Corporation) en vertu du contrat en date du 17 septembre 1945, ratifié par la loi 11 George VI, chapitre 84, article 7.

The said lot now forms part of the territory of the city.

Notwithstanding any general or special law to the contrary, the council is authorized to dispose as it deems fit and under such conditions it may establish, by sale, by gratuitous transfer or in any other manner, of any part of the said lot which the city may not use for municipal purposes, in order to further the building of dwellings and the establishment of industries. The same shall apply as to the land known under the name of "rifles range" lot bought from the Federal Government (War Assets Corporation) by deed, dated September 17th, 1945, ratified by the act 11 George VI, chapter 84, section 7.

Communtation à Regent Shirts Mfg. Co. 5. Le conseil est autorisé à accorder, par résolution, à Regent Shirts Mfg. Co., une réduction graduée des taxes municipales foncières et de la taxe d'affaires en rapport avec les propriétés industrielles de ladite Compagnie sur les lots Nos 612-1-2-3-4-6-8 et 9 et sur les lots Nos 638-5-6 et 7 du cadastre de la cité, sur la base suivante:

Base. La valeur imposable du terrain et des bâtisses, pourvu que leur valeur réelle soit au moins de quarante mille dollars et ne dépasse pas cent mille dollars, sera égale à soixante pour cent de leur évaluation municipale pour l'année 1950, à soixante-dix pour cent pour l'année 1951, à quatre-vingt pour cent pour l'année 1952 et à quatre-vingt dix pour cent pour l'année 1953; leur valeur annuelle pourra être établie à quatre pour cent de la valeur imposable prévue pour chacune desdites années, mais la valeur réelle sera portée au rôle d'évaluation de chaque année, le tout aux conditions que le Conseil pourra déterminer.

5. The council is authorized to grant, by resolution, to Regent Shirts Mfg. Co., a gradual reduction of municipal land taxes and of the business tax affecting the industrial properties of said company on lots Nos. 612-1-2-3-4-6-8 and 9 and all lots Nos. 638-5-6 and 7 of the cadastre for the city on the following basis:

The assessable value of the land and buildings, provided that their real value be of at least of forty thousand dollars and do not exceed one hundred thousand dollars, shall be equal to sixty per cent of their municipal assessment for the year 1950, to seventy per cent for the year 1951, to eighty per cent for the year 1952, and ninety per cent for the year 1953; their annual value may be fixed at 4 per cent of the assessable value provided for each of the said years but the real value shall be entered on the assessment roll of each year, the whole under such conditions as the council may determine.

Affiliation, etc., prohibée. 6. Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, les constables et les pompiers de la cité des Trois-Rivières, de même que tous autres membres et officiers de son corps de police et de sa brigade de protection contre l'incendie, ne peuvent devenir ou demeurer membres d'une association qui n'est pas formée exclusivement de personnes de la même

6. Notwithstanding any general or special law to the contrary, constables and firemen of the city of Trois-Rivières, as well as all other members and officers of its Police Corps and of its Fire protection Brigade, shall not become or remain members of an association which is not formed exclusively of persons of the same category and at the employ of the said city, nor

catégorie et à l'emploi de ladite cité, ni affilier leur association à d'autres associations.

Résolu-
tion rati-
fiée.

7. La résolution du conseil en date du 22 novembre 1948, accordant à Alphonse Paquin, sa vie durant, une pension de retraite au montant de huit cent quarante dollars et seize cents par année à compter du 1er décembre 1948, est ratifiée à toutes fins que de droit.

7. The resolution of the council dated November 22nd, 1948, granting to Alphonse Paquin, during his lifetime, a retirement pension of eight hundred and forty dollars and sixteen cents per annum, as from December 1st, 1948, is ratified for all legal purposes.

Resolu-
tion rati-
fied.

Idem.

8. La résolution du conseil en date du 22 novembre 1948, accordant à Honoré Milot, sa vie durant, une pension de retraite au montant de un mille cent seize dollars et trente-six cents par année, à compter du 1er décembre 1948, est ratifiée à toutes fins que de droit.

8. The resolution of the council dated November 22nd, 1948, granting to Honoré Milot, during his life-time a retirement pension to the amount of one thousand one hundred and sixteen dollars and thirty-six cents per annum, as from December, 1948, is ratified for all legal purposes.

Idem.

Décision
ratifiée.

9. La décision du conseil siégeant en Commission permanente le 26 avril 1948, ratifiée en assemblée régulière le 10 mai 1948, accordant à M. Philippe Bellefeuille une pension de retraite au montant de un mille cinquante-trois dollars et soixante-un cents par année, est ratifiée à toutes fins que de droit.

9. The decision of the council sitting as a permanent committee on April 26th, 1948, ratified at the regular meeting on May 10th, 1948, granting to Philippe Bellefeuille a retirement pension to the amount of one thousand and fifty-three dollars and sixty-one cents per annum, is ratified for all legal purposes.

Decision
ratified.

Annexion.

10. Un morceau de terrain faisant partie du lot No 177 du cadastre de la paroisse des Trois-Rivières, mesurant onze cents pieds de largeur en bordure du chemin des Forges, par cent pieds de profondeur, fera partie du territoire de la cité à compter du 1er janvier 1950, de manière à inclure dans ledit territoire toute la balance dudit lot qui ne s'y trouve pas déjà, le tout sans autres formalités.

10. A Plot of land forming part of lot No. 177 of the cadastre for the parish of Trois-Rivières, measuring eleven hundred feet in width bordering des Forges road, by one hundred feet in depth, shall form part of the territory of the city as from the 1st of January, 1950, so as to include in the said territory all the residue of the said lot which is not already comprised therein. the whole without any other formalities.

Annexa-
tion.

Contrats
autorisés.

11. Sujet à l'approbation préalable de la Commission municipale de Québec, la cité est autorisée à passer des contrats avec l'Œuvre des Terrains de Jeux des Trois-Rivières Inc., telle que présentement constituée, pour la gestion et l'administration de ses terrains de jeux, et à lui accorder, à même son budget, les fonds nécessaires à cette fin, aux conditions que le conseil pourra établir; ces octrois n'affecteront pas le montant maximum établi par la loi 12 George VI, chapitre 53, article 1, relativement aux octrois municipaux.

11. Subject to the previous approval of the Quebec Municipal Commission, the city is authorized to make contracts with l'Œuvre des Terrains de Jeux des Trois-Rivières Inc., as presently constituted, for the government and administration of its amusement grounds, and to grant to it, out of its budget, the funds necessary for such purpose, upon such conditions as the council may determine; such grants shall not affect the maximum amount fixed by the act 12 George VI, chapter 53, section 1, respecting municipal grants.

Contracts
authoriz-
ed.

Effet rétroactif.

La présente disposition sera censée être en vigueur depuis le 1er janvier 1939.

This provision is deemed to have been in force as from the 1st of January 1939. Retro-active effect.

S.R.,
c. 233,
a. 526a,
am.

12. L'article 526a de la Loi des cités et villes, tel qu'ajouté pour la cité par la loi 6 George VI, chapitre 76, article 2, est modifié en remplaçant les deuxième et troisième alinéas du paragraphe 2 dudit article par les suivants:

Vente hors du territoire.

"Sujet aux exceptions du paragraphe 3, la taxe peut également être imposée et prélevée dans le cas d'une vente faite en dehors dudit territoire, que l'acheteur réside ou ait sa place d'affaires dans ledit territoire ou en dehors, pourvu que dans ce cas la chose qui fait l'objet du contrat soit apportée ou livrée dans ledit territoire pour consommation ou usage dans ledit territoire; ladite taxe ne sera cependant pas prélevée dans le cas où une taxe semblable est légalement imposée dans la province de Québec, sur cette vente, au bénéfice de la municipalité étrangère dans laquelle ladite vente a eu lieu.

Rapport.

Sous la réserve susdite et sujet au paragraphe 5, tout tel acheteur doit immédiatement faire rapport de son achat au trésorier de la cité, en lui transmettant ou produisant la facture, s'il y en a, avec tout renseignement que celui-ci pourra exiger."

Entrée en vigueur.

13. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

12. Section 526a of the Cities and Towns Act, as added for the city by the act 6 George VI, chapter 76, section 2, is amended by replacing the second and third paragraph of subsection 2 of the said section by the following:

R.S.,
c. 233,
s. 526a,
am.

"Subject to the exceptions of subsection 3, the tax may also be imposed and levied in the case of a sale made outside of the said territory, whether the purchaser resides or has his place of business in the said territory or outside, provided that in this case the article which is the object of the contract be brought in or delivered in the said territory for consumption or usage in the said territory; however, the said tax shall not be levied in the case where a similar tax is legally imposed in the Province of Quebec, on such sale, for the benefit of the foreign municipality in which the said sale took place.

Sale outside territory.

Subject to the above-mentioned restriction and to subsection 5, each such purchaser must immediately report his purchase to the treasurer of the city in sending him or producing the bill of sale, if there is one, with all information which the latter may require."

Report.

13. This act shall come into force on the day of its sanction. Coming into force.